

# JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

**BIMENSUEL**  
*Paraissant les 15 et 30*  
*de chaque mois*



**29 Chawal 1415  
30 Mars 1995**

**37<sup>e</sup> année**

## Sommaire

### I. LOIS ET ORDONNANCES PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

#### *Actes divers*

16 mars 1995 ... Arrêté n° 072 portant nomination d'un chef de service. ....

#### Premier Ministère

#### *Actes divers*

16 mars 1995 ... Décret n° 020 - 95 relatif à l'interim des Ministres. ....

#### Ministère de la Défense Nationale

#### *Actes réglementaires*

14 mars 1995 ... Arrêté conjoint n° 004 portant création d'une caisse de recettes et de dépenses. ....

#### *Actes divers*

21 février 1995 ... Décret n° 028 portant attribution d'un diplôme de commandement des troupes. ....

5 mars 1995 ... Décret n° 024 - 95 portant acceptation de démission d'un officier d'active de l'Armée Nationale. ....

5 mars 1995 ... Décret n° 025 - 95 portant mise à la retraite d'un officier de l'Armée Nationale. ....

5 mars 1995 ... Décret n° 026 - 95 portant mise à la retraite d'un officier de l'Armée Nationale. ....

14 mars 1995 ... Décret n° 027 - 95 portant nomination d'un élève officier au grade de sous-lieutenant de l'Armée Nationale. ....

14 mars 1995 ... Décret n° 028 - 95 portant nomination d'un élève officier au grade de sous-lieutenant de l'Armée Nationale. ....

14 mars 1995 ... Décret n° 029 - 95 portant nomination d'élèves officiers au grade de sous-lieutenant de l'Armée Nationale. ....

#### Ministère de la Justice

#### *Actes divers*

5 mars 1995 ... Décret n° 023 - 95 portant nomination des conseillers adjoints constitués à la Cour Supérieure. ....

**Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications***Actes divers*

- 9 mars 1995 ..... Arrêté conjoint n° R - 077 portant nomination des coordinateurs de la Commission Nationale contre les stupéfiants et les substances psychotropes. ....
- 12 mars 1995 ..... Decision n° 178 portant attribution et homologation de diplômes à trois (3) officiers de la

**Ministère des Finances***Actes réglementaires*

- 5 mars 1995 .... Arrêté n° 0076 portant création d'une régie d'avances auprès du ministère des Pêches et de la Marine pour le paiement des dépenses du projet "appui au secteur de la Pêche"

**Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime***Actes divers*

- 21 février 1995 .... Arrêté conjoint n° R - 0041 portant autorisation d'occupation temporaire d'une parcelle de public maritime accordée à Monsieur Mohamed Abderrahmane ould Mohamed Moussa.

**Ministère des Mines et de l'Industrie***Actes divers*

- 5 mars 1995 ..... Decret n° 95 - 013 modifiant certaines dispositions du décret n° 93 - 044 accordant au Groupement de Recherche de l'Inchiri le Permis de Recherches Minières de type M n° 38. ....

**Ministère du Développement Rural et de l'Environnement***Actes réglementaires*

- 19 février 1995 .... Arrêté n° R - 0011 portant création de quatre unités régionales de Développement des O

*Actes divers*

- 19 février 1995 .... Arrêté n° R - 012 portant délégation de pouvoirs de gestion administrative et financière
- 11 mars 1995 .... Arrêté n° 0776 portant nomination d'un délégué régional du Développement Rural et de
- 13 mars 1995 .... Arrêté n° 0885 portant nomination du coordinateur du projet "Informatiques Rurales"

**Ministère de l'Équipement et des Transports***Actes divers*

- 21 février 1995 .... Arrêté n° R - 0106 instituant un conseil de discipline. ....

**Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports***Actes divers*

- 13 mars 1995 .... Arrêté n° 89 portant nomination et titularisation d'un docteur en médecine. ....

**Ministère de la Santé et des Affaires Sociales***Actes réglementaires*

- 1er mars 1995 .... Arrêté n° R - 0164 instituant le organisme chargé de l'exécution du programme d'Éradication

**III - TEXTES PUBLIES À TITRE D'INFORMATION****IV - ANNONCES**

## II - DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

## ACTES DIVERS

*ARRÊTÉ n° 072 du 11 mars 1995 portant nomination d'un chef de service*

**ARTICLE PREMIER.** L'adjudant Mohamed ou Id Salem est nommé chef de service du chiffé  
Président de la République.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de

**1<sup>er</sup> ministre**

## ACTES DIVERS

*DECRET n° 030 - 95 du 16 mars 1995 relatif à l'interim des Ministres.*

N'Gaidé Lamine,  
l'Industrie.

**ARTICLE PREMIER.** En cas d'absence de leurs titulaires, l'interim des ministres est assuré dans l'ordre suivant :

Ministère de l'Intér  
Télécom

Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération

Abdellahiould Al  
Nationale ;  
Sidi Mohamed e  
Finances ;  
Sow Abou Demba

- Louleïd ouïd Weddad, ministre de l'Éducation Nationale;
- Rachid ouïd Salah, ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement;
- Mohamed ouïd Amari, ministre de la Santé et des Affaires Sociales.

Ministere e

Ministère de la Défense Nationale

Mohamed Lemine Salem ould Dah, ministre de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications.

Mohamed Lemi  
Malainine, ministre  
Diagana Moussa,  
l'Artisanat et du T  
Sow Mohamed  
l'Équipement et de

- Sow Abou Demba, ministre de la Justice .  
Sghair ould M'Bareck, ministre du  
Développement Rural et de l'Environnement.

Minister

Ministère de la Justice

- Léonard ouïd Teguedi, ministre de la Culture et de l'Orientation Islamique ;  
Mohamed Lemine Sal - ouïd Dali, ministre de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications ;

**Sidi Mohamed** on  
Finances:

- Cheikh El Avia ministre de l'Éducation et de la Culture

## Ministère de la Défense Nationale

## ACTES REGLEMENTAIRES

**ARRÊTÉ CONJOINT n° R - 084 du 13 mars 1995**  
portant création d'une caisse de recettes et de dépenses

**ARTICLE PREMIER** - Une caisse de recettes et de dépenses est créée à l'hôpital militaire de Nouakchott placée sous la responsabilité du gestionnaire désigné par le ministre de la Défense Nationale.

**ART. 2.** - Le gestionnaire est autorisé à réaliser les opérations de recettes et de dépenses énumérées aux articles 3 et 5 suivants.

**ART. 3. Recettes :**

- crédits alloués à partir du budget de l'Etat ;
- crédits provenant de l'aide à la coopération ;
- recettes correspondant aux prestations médicales dispensées. Ainsi qu'aux remboursements des prestations alimentaires par les corps supports.
- subventions diverses (dons, legs, etc...)

**ART. 4.** Les recettes provenant des prestations de soins sont systématiquement reversées le jeudi matin et dès qu'elles atteignent le seuil de 260.000 UM auprès de la direction du Trésor et de la Comptabilité Publique. A cet effet un compte y est ouvert sous le libellé "caisse de l'hôpital militaire". Chaque mercredi soir ces recettes font l'objet d'un arrêté hebdomadaire dont le reliquat éventuel est reversé au compte ci-dessus dans les mêmes formes que précédemment.

L'hôpital est autorisé à effectuer des virements du compte du trésor vers son compte bancaire et, le cas échéant, effectuer des retraits à vue.

**ART. 5. - Dépenses :**

- A - Les dépenses de fonctionnement courant**
  - matière et objets de consommation courante (fourniture de bureau, produits d'entretien, linge, etc...)
  - matières et objets de soins et médicaments
  - fonctionnement et entretien du parc automobile ;
  - réparation et maintenance des équipements techniques, paratechniques et de bureau.
- B - Les dépenses spécifiques**
  - approvisionnements pharmaceutiques ;
  - instrumentation médicale et chirurgicale

films radiologiques ;  
laboratoires ;  
frais funéraires.

**C - Les dépenses d'infra-**  
travaux locaux  
hospitaliers ;  
travaux locaux  
casernement ;  
outillage et ingr

**D - Les dépenses de sou-**  
personnel :  
réalisation de  
lingerie et literie  
restauration ;  
vacations que  
natures ;  
primes de sujét  
aux hommes de  
subalternes.

**E - Autres dépenses**  
Frais de repré  
frais de récep  
montant budg  
entre le méd  
gestionnaire ;  
autres dépenses

**ART. 6.** - Les paiements au  
UM quelle que soit leur n  
chèque barré comportant  
médecin directeur et du ges

Au dessous de ce seuil, et e  
d'urgence à caractère non  
peuvent être effectués en n  
l'hôpital et repris sur les  
auxquels sont joints les just

**ART. 7.** - Le montant de l'av  
de l'hôpital à partir du bud  
15 000 000 UM. L'avance  
justifications.

**ART. 8.** - Les pièces justifi  
recettes et de dépenses d  
médecin - directeur de l'hôpi

ART. 9. - Le sous - ordonnateur militaire et le Trésorier Général de la République Islamique de Mauritanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

#### ACTES DIVERS

**DÉCISION n° 098 du 21 février 1995 portant attribution d'un diplôme de commandement des unités parachutistes.**

ARTICLE PREMIER - Le diplôme de commandement des unités parachutistes est attribué au lieutenant Melanine ould Abderrahmane, mle 85.424 à compter du 07 octobre 1994.

ART. 2. - Le chef d'Etat - Major National est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**DÉCRET n° 024 - 95 du 5 mars 1995 portant acceptation de démission d'un officier d'active de l'armée nationale.**

ARTICLE PREMIER - La démission du lieutenant Haroun ould Sid, mle 84 482 est acceptée à compter du 23 novembre 1994.

ART. 2. - L'intéressé est rayé du contrôle de l'armée d'active à compter dudit jour.  
Il totalise 8 ans, 2 mois, 8 jours de service militaire.

ART. 3. - Le ministre de la Défense Nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**DÉCRET n° 025-95 du 5 mars 1995 portant mise à la réforme d'un officier de l'Armée Nationale.**

ARTICLE PREMIER - Le lieutenant Saoudy ould Sidi Mohamed Jedane, mle 771074 est mis à la réforme par mesure disciplinaire à compter du 15 octobre 1994.

Il sera rayé des contrôles de l'armée d'active à compter dudit jour.

ART. 2. - A cette date, l'intéressé totalise 11 ans, 11 mois, 26 jours de services militaires.

ART. 3. - Le ministre de la Défense Nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**DÉCRET n° 026-95 du 5 mars 1995 portant mise à la réforme d'un officier de l'Armée Nationale.**

ARTICLE PREMIER - Le lieutenant Sid'Ahmed, mle 82639 est mis à la réforme par mesure disciplinaire à compter du 15 octobre 1994. Il sera rayé des contrôles de l'armée d'active à compter dudit jour.

ART. 2. - A cette date, l'intéressé totalise 5 mois, 5 jours de services militaires.

ART. 3. - Le ministre de la Défense Nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**DÉCRET n° 027 - 95 du 5 mars 1995 portant nomination d'un élève - officier de l'Armée Nationale.**

ARTICLE PREMIER - L'élève ould Mohamed ould Doussa est nommé au grade de sous - lieutenant à compter du 15 juin 1993.

ART. 2. - Le ministre de la Défense Nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**DÉCRET n° 029 - 95 du 5 mars 1995 portant nomination d'élèves - officiers de l'Armée Nationale.**

ARTICLE PREMIER - Les élèves ould Mohamed ould Doussa, ould Mohamed ould Doussa, sous - lieutenant d'active à compter du 15 juin 1993.

Il s'agit de :

- Sid'Ahmed ould Sid'Ahmed
- Sidi ould Laghlal
- Diagana Abdoulaye
- Ahmed ould M'Bareck
- Aflawatt ould Heidal
- Mhd Ahmed ould Mohamed

- Idoumou ould Amar	88 951
- Baba ould Gleib	90 751
- Mohamed Lemine ould Yahya	89 733
- Ahmedou o/ Ely o/ El Kory	88 947
- Abdellahi ould Mhd Lemine	90 755
- Ahmed Salem o/ Mohamed Beita	90 749
- Mhd ould Mohamed Lemine	89 734
- El Hacem ould Abdy	89 735
- Mhd Vall ould Mohamed Ahmed	89 729
- Mohamed Sidi ould Ahmed	88 948
- Ahmed ould Bilal	89 731
- Hamada ould Ahmed Mahmoud	87 734
- Mhd Salem ould Hamed	88 950
- Mohamed Aly ould Youssef	88 952
- Sidi ould Saleck o/ Ebdimil	91 423
- Char ould Jiddou	90 750

- Ahmed ould Mohan  
- Izidbih ould Abdel M  
- Moilid o/ Sakory o/  
- Moustapha ould Ah  
- Mhd o/ Mhd o/ Sidi  
- Mhd Mahmoud ould  
- El Vounana ould Sg  
- Cheikh Saad Bou D  
- Mohamed ould Mah  
- Mhd El Moctar o/ A

ART.2. - Le ministre d  
chargé de l'exécution,  
publié au Journal Offici  
de Mauritanie.

### Ministère de la Justice

#### ACTES DIVERS

**DÉCRET n° 023 - 95 du 5 mars 1995 portant nomination des conseillers administratifs**

ARTICLE PREMIER - Les administrateurs dont les noms suivent, sont nommés pour  
conseillers administratifs auprès de la Cour Suprême.

Il s'agit de :

- MM. Mohamed Vall ould Abdel Latif, conseiller au Premier ministère ;
- MM. Ahmedou ould Mohamed Sultane, directeur de la Fonction Publique.

ART. 2. - Les ministres de la Justice et de la Fonction Publique, du Travail, de la  
chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera pub  
République Islamique de Mauritanie.

### Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications

#### ACTES DIVERS

**ARRÊTÉ CONJOINT n° R - 077 du 9 mars 1995  
portant nomination des coordonnateurs de la  
Commission Nationale de lutte contre les stupéfiants  
et les substances psychotropes.**

ARTICLE PREMIER - Sont nommés respectivement  
coordonnateur principal, coordonnateur adjoint et  
formateur au sein de la Coordination de la  
Commission Nationale de lutte contre les stupéfiants  
et les substances psychotropes :

- Abdellahi ould Kebd, conseiller technique au  
ministère de l'Intérieur, des Postes et  
Télécommunications ;

- Commissaire p  
Maham Babou  
judiciaire à la di  
Nationale ;  
- Kane Hamadi,  
l'Enseignement  
l'Education Natio

ART. 2. - Le secrétaire  
l'Intérieur, des Postes et  
secrétaire général du  
Nationale sont chargés,  
de l'exécution du présen  
Journal Officiel de la  
Mauritanie.

**DÉCISION n° 178 du 12 mars 1995 portant attribution et homologation de diplômes à trois Officiers de la Garde Nationale.**

**ARTICLE PREMIER** Les diplômes ci-dessous sont attribués à compter des dates énumérées ci-dessous, aux noms et matricules figurant au tableau ci-après :

Noms & prénoms	Grade	Mle	Diplôme	Date
Med Taghioullah o/ Med Moustapha	L/T	4753	Attestation de SPOS du Matériel	
Mohamed Salem ould Oudfeka	L/T	4749	CPCS	
M'Hamed o/ Boubouti	L/T	4737	diplôme du cours des capitaines	

**ART. 2.** Ces diplômes sont admis en équivalence au Brevet de Capitaine de l'Ecole Militaire.

**ART. 3.** - La présente décision sera publiée au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère des Finances

**ACTES RÉGLEMENTAIRES**

**ARRETE n° 076 du 5 mars 1995 portant création d'une régie d'avances auprès du ministère des Pêches et de l'Economie Maritime pour le paiement des dépenses du projet "appui au secteur de la Pêche".**

**ARTICLE PREMIER** - Il est créé auprès du ministère des Pêches et de l'Economie Maritime une régie d'avances aux fins de paiement des dépenses urgentes et de nature particulière entrant dans le cadre du fonctionnement du projet "Appui au secteur de la pêche".

**ART. 2.** La régie d'avances est installée dans les locaux de la Cellule d'exécution dudit projet auprès du ministère des Pêches et de l'Economie Maritime.

**ART. 3.** - Le montant maximum de l'avance est fixé à deux millions ( 2.000.000 UM) d'ouguiya imputable sur les crédits ouverts au Budget de l'Etat sous les références indiquées ci-après :  
Budget 12, titre 45, chapitre 01, article 15, paragraphe 40, projet Appui au secteur de la pêche.  
Le compte de dépôt ouvert au Trésor Public ou dans un établissement bancaire, au nom du régisseur, sera débité sous double signature de celui-ci et du comptable du projet.

**ART. 4.** Le régisseur de la régie d'avances dispose des fonds mis à sa disposition pour le paiement des dépenses justifiatives conformément au présent arrêté, au moins tous les quinze jours. Une nouvelle avance est accordée lorsque le montant égal aux justifications acceptées, dans la limite du montant de l'avance, est épuisé.

En fin de chaque exercice, le régisseur procède à la suppression de la régie d'avances et procède à la confection d'un état des opérations en débit et en crédit, au cours de l'exercice et au cours de l'exercice suivant, auprès des services du Trésor Public. Le procès-verbal de vérification de l'état d'accord pour les dépenses est annexé au dossier.

**ART. 5.** Le régisseur d'avances agit dans les conditions définies par le présent arrêté et conforme aux règles générales de la comptabilité publique.

**ART. 6.** La régie d'avances est placée sous le contrôle respectif du comptable et de l'ordonnateur délégué du projet, ainsi que des corps de contrôle compétents.

ART. 7. - Le régisseur est dispensé de cautionnement.

ART. 8. - Le coordinateur du projet "appui au secteur de la pêche" dont l'identité et le nom de signature seront notifiés au comptable de l'Etat, est nommé régisseur d'avances avec pour mission le paiement de dépenses indiquées à l'article premier ci-dessus.

ART. 9. - Le Trésorier Général et des Comptes et le coordinateur du secteur de la pêche" sont concernés, de l'exécution de l'arrêté publié au Journal Officiel de Mauritanie.

Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime

#### ACTES DIVERS

*ARRETE CONJOINT n° R - 041 du 21 février 1995 portant autorisation d'occupation temporaire d'une parcelle du domaine public maritime accordée à Monsieur Mohamed Abderrahmane ould Mohamed Moussa.*

ARTICLE PREMIER. - Les établissements Mohamed Abderrahmane ould Mohamed Moussa sont autorisés à occuper à titre temporaire et révoquant pour une durée de 15 ans ( quinze ans ) une parcelle du domaine public maritime de 870 m<sup>2</sup> ( huit cent soixante dix mètre carrés ) du plan de situation joint au présent arrêté pour l'installation d'un entrepôt frigorifique pour la pêche artisanale à Nouadhibou.

ART. 2. - La redevance annuelle imposée au permissionnaire est de 87.000 U.M ( quatre vingt sept mille ouguiyas ) , pour la première année la redevance sera égale au prorata du nombre de jours comptés à partir de la date de la signature du présent arrêté jusqu'à la fin de l'année multiplié par le coût journalier de la redevance.

Pour les années à venir, les redevances seront versées annuellement et d'avance le 31 décembre de chaque année à la caisse de recouvrement des domaines et de l'enregistrement et une copie de chaque quittance adressée au service du domaine public maritime à la direction de la Marine Marchande.

ART. 3. - La présente autorisation est accordée dans le cadre des conditions actuelles et futures de la réglementation du domaine public applicable en la matière.

Le permissionnaire sera tenu de :

- a - en vue de l'occupation, de la direction de la Marine Marchande, de la quittance de paiement des redevances et des dispositions de l'arrêté.
- b - de faire constater par un procès-verbal de la direction de la Marine Marchande.
- c - de respecter la réglementation en matière d'hygiène, la sécurité et l'occupation du domaine public.
- d - en fin d'occupation, de remettre l'état de la parcelle à l'état. De plus, de verser au Trésorier Général de la Marine Marchande.

ART. 4. - Si dans un délai de 15 jours, le permissionnaire n'a pas fait constater la fin de l'occupation des services de la Marine Marchande, la parcelle sera mise fin de l'occupation par le Trésorier Général de l'Economie Maritime.

ART. 5. - Toute cessation d'occupation entraîne le retrait de la parcelle.

ART. 6. - Toute violation de l'arrêté entraînera le retrait de la parcelle après mise en demeure aux mêmes formes prévues à l'article 4.

ART. 7. - Le présent arrêté est publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.



## Ministère des Mines et de l'Industrie

## ACTES DIVERS

**DÉCRET n° 95- 013 du 5 mars 1995 modifiant certaines dispositions du décret n° 93 - 044 du 14 mars 1993 accordant au Groupement de Recherche de l'Inchiri le Permis de Recherches Minières de type M n° 38.**

**ARTICLE PREMIER.** - Les dispositions des articles 1er et 4 du décret n° 93 - 044 du 14/03/1993 accordant au Groupement de Recherche de l'Inchiri le Permis de Recherches Minières de type M n° 38, sont modifiées ainsi qu'il suit :

**ARTICLE 1er NOUVEAU.** - Il est accordé au permis de recherches minières de type M n° 38 au Bureau de Recherches Géologiques et Minières (tour mirabeau, 39/43, Quai André Citroën, Paris XVème, France) agissant au nom du Groupement de Recherche de l'Inchiri dont il est gérant et opérateur et se composant de :

- Bureau de Recherches Minières (BRGM, France)
- Officier Mauritanien Géologiques (OMRG)
- Générale Gold Ressou

**ARTICLE 4** alinéa 2 nouveau  
la GGR sont conjointement responsables de cet engagement.  
Le reste sans changement.

**ART. 2.** - Le ministre des Mines chargé de l'exécution du présent décret est publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

## Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

## ACTES REGLEMENTAIRES

**ARRÊTÉ n° R - 041 du 19 février 1995 portant création de quatre unités régionales de Développement des Oasis (URDO).**

**ARTICLE PREMIER.** - Il est créé quatre unités régionales de développement des oasis (URDO) au sein du projet de développement des oasis (phase II) dans les wilayas de l'Adrar, du Tagant, de l'Assaba et des Hodh.

**ART. 2.** - L'URDO est chargée au niveau de la wilaya :

- l'exécution et du suivi des activités du projet dans la wilaya ;
- l'organisation des activités d'animation et de formation préalablement à la création des organisations oasiennes de développement ;
- l'organisation et l'animation des activités de programmation auprès des organisations oasiennes reconnues ;
- la préparation des programmes et budgets annuels de développement ;

- l'organisation et la supervision de l'œuvre des programmes

- l'organisation et la mise en œuvre des organisations oasiennes selon les critères d'éligibilité ;
- l'élaboration des programmes financiers périodiques et des programmes d'activités ;
- la gestion des fonds n

**ART. 3.** - L'URDO est dirigée et assistée d'un personnel expérimenté dans les domaines d'animation, d'organisation des associations agricoles dans la zone des oasis.

**ART. 4.** - Le directeur d'URDO est chargé des attributions et sous l'autorité du projet oasis (phase II).

**ART. 5.** - Les programmes d'activités sont préalablement soumis au conseil présidé par le wali pour approbation.

ART. 6. - Le secrétaire général du ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

#### ACTES DIVERS

*ARRÊTÉ n° R - 040 du 19 février 1995 portant délégation de pouvoirs de gestion administrative et financière au Projet Oasis (Phase II).*

ARTICLE PREMIER - Une délégation de pouvoirs en matière de gestion administrative et financière est accordée à Monsieur Abdi ould Waghef, coordinateur du projet Oasis (Phase II).

ART. 2. - Cette délégation porte sur :

- la gestion des crédits et des biens meubles et immeubles affectés au projet de développement des oasis (phase II), notamment en matière d'engagement et d'ordonnancement des dépenses ;
- l'élaboration et l'exécution du budget ;
- la gestion de l'ensemble du personnel du projet ;
- toutes autres questions relatives aux objectifs assignés au projet.

ART. 3. - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté, notamment celles de l'arrêté n° 00323 du 02 mai 1990 sus visé.

ART. 4. - Le secrétaire du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de Mauritanie.

*ARRÊTÉ n° 075 du 19 février 1995 portant nomination d'un délégué régional Rural et de l'Environnement*

ARTICLE PREMIER - Est nommé, le 19 février 1995 délégué régional Rural et de l'Environnement, Monsieur Amar ould Ely Salem.

ART. 2. - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires.

ART. 3. - Le secrétaire du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de Mauritanie.

*ARRÊTÉ n° 088 du 19 février 1995 portant nomination du coordinateur des Projets Rurales*

ARTICLE PREMIER - Monsieur Aghdhafna ould Cheikh est nommé principal de l'Economie et coordinateur du projet "Initiative Rurale".

ART. 2. - Le secrétaire du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de Mauritanie.

#### Ministère de l'Équipement et des Transports

#### ACTES DIVERS

*ARRÊTÉ n° R - 046 du 21 février 1995 instituant un conseil de discipline.*

ARTICLE PREMIER - Un conseil de discipline unique est créé pour les corps de fonctionnaires des Transports conformément au deuxième alinéa de l'article deuxième du décret n° 94 - 003 du 19 février 1994 portant sur l'organisation et le fonctionnement des conseils de discipline des fonctionnaires de l'Etat.

ART. 2. - Il est composé de :

I - Représentant de l'Administration

a - Les titulaires

- Monsieur Bahiye ould Ahmed El Hady, directeur des Affaires Administratives et des Transports, président

- Monsieur Cheikhould Sid'Ahmed, directeur de Travaux Publics, membre titulaire du conseil

**b - Suppléants :**

- Mohamed Sid'Ahmedould Mohamed Lemine, directeur des transports ;
- Dahould Diah, chef de service de la Traduction .

**II - Représentant de personnel**

**a - titulaires**

Monsieur M'Boirickould Gharve  
Madame Hava'Thiam

**b - Suppléants**

Sidi Mohamedould Mohamed Salem  
Massa Diarra

**ART. 3. -** Le présent arrêté prend effet à compter de sa signature et sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et du Sport**

**ACTES DIVERS**

**ARRÊTÉ n° 89 du 13 mars 1995 portant nomination et titularisation d'un docteur en médecine**

**ARTICLE PREMIER -** Monsieur Amarould Mohamed Lemine, docteur auxiliaire au Service des Affaires Sociales depuis le 1/4/1991, titulaire d'un diplôme de docteur en médecine d'Anaba, ( L'Institut National d'Enseignement Supérieur des Sciences de la Médecine ) titularisé docteur en médecine, 2<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon ( indice 900) à compter du 26/7/94.

**ART. 2 -** Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

## Ministère de la Santé et des Affaires Sociales

## ACTES REGLEMENTAIRES

*ARRETE n° R -0073 du 1er mars 1995 instituant et organisant le fonctionnement du programme d'Éradication du Ver de Guinée.*

ARTICLE PREMIER - Il est constitué un comité multisectoriel pour l'éradication du ver de Guinée.

ART. 2. - Le comité multisectoriel est composé ainsi qu'il suit :

- a. un président
- b. des membres :
  - un représentant du ministère de la Santé et des Affaires Sociales ;
  - un représentant du ministère de l'Hydraulique et de l'Énergie ;
  - un représentant du ministère du Développement Rural et de l'Environnement ;
  - un représentant du ministère du Plan ;
  - un représentant du ministère des Finances ;
  - un représentant du ministère de l'Éducation Nationale ;
  - un représentant du ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement ;
  - le coordonnateur national du programme d'éradication du ver de Guinée.

Le comité peut s'adjoindre des représentants des organismes et bailleurs de fonds en cas que de besoin.

ART. 3. - Ce comité a pour attributions de :

- veiller à la bonne marche des activités du programme et au respect des objectifs définis dans le document du Plan d'action ;

- fixer les orientations stratégiques appropriées ;

- sensibiliser les populations ;

- promouvoir les coopérations internationales sur les activités d'éradication ;

ART. 4. - Le comité se réunit en session ordinaire sur convocation du président et pourra en cas de besoin se réunir en session extraordinaire.

ART. 5. - Le comité multisectoriel crée une cellule chargée de la coordination.

ART. 6. - La cellule de coordination est chargée de :

- assurer la coordination des activités d'éradication ;
- mobiliser et gérer les ressources pour l'exécution du programme ;
- rendre compte au comité multisectoriel ;
- rendre compte au chef de file ;
- rendre compte aux différents bailleurs d'avancement du programme ;
- assurer le suivi du programme multisectoriel ;

ART. 7. - La cellule de coordination est dirigée par un coordinateur nommé par le ministre de la santé et de l'hygiène et assiste dans sa gestion par un personnel technique.

ART. 8. - Le secrétaire général du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales, le Directeur National du Programme d'Éradication du Ver de Guinée, qui le concerne, de l'exécution du programme sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.